

# Les écrans de fumée de « Big Tobacco »



Le Soir\* - 11 oct. 2019  
Page 17

\* Le Soir Wallonie, Le Soir Bruxelles

*Face aux rapports sanitaires inquiétants, l'industrie américaine de la cigarette électronique déploie une stratégie qui rappelle furieusement celle de « Big Tobacco » au XX<sup>e</sup> siècle.*

La cigarette électronique est-elle nocive ? La question n'est pas tranchée, mais elle vient d'être relancée de manière spectaculaire aux États-Unis après le décès de dix-huit vapoteurs depuis l'été et l'hospitalisation d'un millier d'autres, en détresse respiratoire.

À ce stade, la Food and Drug Administration, l'agence américaine des produits alimentaires et des médicaments, s'est bornée à recommander de ne pas acheter de produits de vapotage dans la rue et de ne pas ajouter d'huile de THC (tétrahydrocannabinol : une des molécules présentes dans le cannabis) dans les liquides acquis en magasin. Mais l'administration Trump a annoncé qu'elle étudiait la possibilité d'interdire purement et simplement les vaporettes aromatisées.

Ce qui inquiète les autorités sanitaires américaines, c'est qu'alors qu'elle devait prioritairement aider les fumeurs endurcis à décrocher du tabac, l'e-cigarette séduit un public de plus en plus jeune, voire les ados. Sur le millier de malades précités, 80 % ont moins de 35 ans.

Dans une interview accordée à CBS en août, Kevin Burns, PDG de l'entreprise de Juul, un des leaders du secteur, s'est senti le devoir moral d'engager ceux qui ne fumaient pas à ne pas acheter ses produits. Il a démissionné le 25 septembre, aussitôt remplacé par K.C. Crosthwaite, un vétéran de l'industrie du tabac.

Précisons que Juul, société fondée il y a à peine deux ans et qui pèse aujourd'hui 38 milliards de dollars, est détenue à 35 % par Altria, anciennement Philip Morris Companies Inc.

Les liens entre l'industrie du tabac et celle de l'e-cigarette ne sont pas qu'actionnaires. Les stratégies de développement, mais aussi de survie, se ressemblent de manière troublante : qu'il s'agisse de cibler le public jeune, de minorer les risques en termes de santé ou de contrer les initiatives législatives visant à restreindre son usage. C'est ce que vient de mettre en lumière, dans une tribune publiée par le magazine Time, Sarah Milov, professeure d'histoire à l'Université de Virginie et auteure de *The Cigarette: A Political History* (Harvard University Press).

## Enfumer le monde

Dans son essai, Sarah Milov, dont les recherches portent habituellement sur la manière dont les groupes d'intérêts organisés et les citoyens ordinaires influent sur la politique gouvernementale, montre la complicité historique entre l'industrie du tabac et le monde politique américain.

Elle explique ainsi comment, en 1933, le New Deal du président Roosevelt vola au secours du secteur du tabac en perte de vue via un système fédéral de soutien des prix... qui ne prit fin qu'en 2004 alors qu'un demi-million d'Américains mourraient chaque année d'une maladie liée à la tabagie.

Comment, lors de la Seconde Guerre mondiale, alors que la Grande-Bretagne avait cessé d'importer Camel, Chesterfield et Lucky Strike afin de conserver des devises pour son effort de guerre, le même gouvernement Roosevelt acheta les volumes équivalents du marché d'exportation britannique pour protéger ses planteurs.

Comment, en 1947, le plan Marshall de reconstruction de l'Europe prévit des prêts avantageux pour acheter de la nourriture mais aussi du tabac made in USA. En 1954, le programme fut étendu à l'Asie du Sud-Est, à l'Amérique latine et au Moyen-Orient, sous le nom de « Food for Peace ». Il offrait les mêmes conditions préférentielles pour le tabac, parallèlement à la nourriture. Avec, comme résultat, l'instauration de l'hégémonie géopolitique mais aussi tabagique américaine.

Ou encore comment, pendant la Guerre froide, avec le soutien de Washington et la complicité de Hollywood, le tabagisme en est venu à symboliser le triomphe de l'abondance et des plaisirs consuméristes du capitalisme sur les pénibles pénuries du socialisme soviétique.

Ce partenariat privé-public a joué un rôle majeur dans la propagation de l'épidémie mondiale des maladies liées au tabac.

## Museler la base

Mais dans les années 70, à la sacro-sainte « liberté de fumer », les non-fumeurs commencèrent à opposer le droit de pouvoir respirer un air sain dans les lieux publics. Leurs arguments étaient à l'époque plus « civiques » que scientifiques : les dangers de la tabagie passive étant encore contestés – par les cigarettiers.

L'industrie du tabac possédait de puissants relais à Washington ; les activistes ciblèrent dès lors les pouvoirs locaux. Avec un certain succès : de plus en plus de villes adoptèrent des réglementations interdisant de fumer dans les lieux publics.

Face à cette insurrection citoyenne, les fabricants de cigarettes placèrent des lobbyistes dans les parlements de chaque État avec mission de faire passer des « lois de préemption » rendant caduques les mesures locales – ces « preemption laws » interdisant tout simplement aux niveaux de pouvoirs inférieurs d'adopter des lois plus sévères.

Entre 1992 et 1998 – alors que les méfaits du tabac pour les fumeurs, mais aussi pour les non-fumeurs, étaient désormais avérés –, 31 États américains ont ainsi promulgué des lois « préventives » sur le tabac. La plupart d'entre elles ont empêché les municipalités de se doter des réglementations plus strictes en matière d'interdiction de fumer, mais aussi de publicité ou d'âge minimum pour l'achat de cigarettes.

Aujourd'hui, explique Sarah Milov, l'industrie américaine du vapotage affirme qu'elle est favorable au relèvement de l'âge d'achat des produits du tabac mais, en coulisse, elle manœuvre pour étouffer les initiatives locales contraignantes. Ainsi, une loi soutenue par Juul interdit aux villes de l'Arkansas d'adopter des mesures plus strictes que celles prises au niveau de l'État pour contrôler les cigarettes électroniques. La Caroline du Sud étudie une législation similaire, également soutenue par le fabricant.

« De telles initiatives auraient été familières aux lobbyistes de Big Tobacco », conclut Sarah Milov qui, par-delà le débat sur la toxicité de l'« e-clope », voit là un combat fondamental pour la réappropriation de la politique par les citoyens.

william bourton

Copyright © 2019 Rossel & Cie. Tous droits réservés